YANN GALUT

LE PILLAGE DE L'ÉTAT

Un député sur la piste des évadés fiscaux

Flammarion
DOCUMENT

Extrait de la publication

LE PILLAGE DE L'ÉTAT

Flammarion
DOCUMENT

L'affaire Cahuzac ? Un choc, une honte, mais surtout l'événement qui a fait éclater le scandale de l'évasion fiscale. Plus qu'un délit commis par quelques individus, l'évasion fiscale a évolué en business bien ordonné, impliquant des bandes organisées et générant des milliards d'euros de perte pour le budget de l'État. La sophistication et l'opacité y règnent en maîtres.

Le député Yann Galut s'est lancé sur les traces de ces réseaux afin d'en appréhender les structures et les fonctionnements. Fraudeurs, banquiers, gestionnaires de fortune, avocats, magistrats, journalistes, policiers, agents du fisc, repentis, lanceurs d'alerte, il les a tous rencontrés. Avec cet ouvrage, le député permet à chacun d'entre nous de comprendre l'univers complexe de l'évasion fiscale.

Pour que les citoyens puissent agir, exercer leur droit de regard, imposer une plus grande transparence démocratique, il est essentiel de leur dévoiler les dessous d'un système qui menace l'État.

Cet argent pillé, c'est celui de l'État, c'est celui de tous les citoyens.

Yann Galut *est député PS du Cher et cofondateur de la Gauche Forte. Il est le rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière.*

13-X Création Studio Flammarion Couverture : © Spectral / 123RF

Le pillage de l'État

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Yann Galut

Le pillage de l'État

Flammarion

Extrait de la publication

© Flammarion, 2013
ISBN : 978-2-0813-2398-8

Nous sommes des combattants minoritaires dans un pays qui a fait de la fraude et de l'évasion fiscale une industrie.

Bernard BERTOSSA, Genève, juin 2013

Extrait de la publication

À Rachida, Pierre, Lena et Nael
À mes parents, Fanny et Yves

Extrait de la publication

Avertissement au lecteur

Le récit qui suit s'appuie sur l'enquête que j'ai menée en tant que rapporteur du projet de loi contre la fraude et l'évasion fiscales au cours du printemps et de l'été 2013. Tout ce qui est raconté est nourri de la rencontre de nombreuses personnes soit témoins ou acteurs de pratiques illégales, soit suffisamment expertes en matière de fraude fiscale pour éclairer notre combat. Ces sources, infiniment précieuses dans l'élaboration d'une loi pertinente et juste, ont mérité leur tranquillité.

C'est pourquoi j'ai choisi de livrer leurs informations par le biais de reconstitutions qui ne mettent en scène que la vérité. Tous les éléments délivrés dans ce livre sont authentiques même si certains lieux ont été changés.

Extrait de la publication

Prologue

Ce livre est un combat avec des armes de papier, celles de l'information, idéales pour déstabiliser l'obscurité la plus dense en y braquant le regard de tous.

Si elles ne suffisent pas à le gagner complètement, elles lui font gagner des batailles en appelant des contingents de citoyens à la rescousse de la démocratie.

Il faut dire que cette guerre sans bruit et sans fureur menace tout le monde, surtout les plus faibles, toujours en première ligne quand la force se met à primer sur la loi. Les attaques de l'ennemi sont impalpables et fulgurantes, mais laissent derrière elles d'authentiques champs de ruines qui dégagent des fumées réelles. Le barbare reste invisible, lui et ses armes ultra-civilisées. Bunkerisé dans son arsenal numérique, juridique et financier, il porte cravate, lunettes, chemise propre et veste, n'est ni tatoué ni piercé. Rien n'indique qu'il est un pirate sans scrupule, un voleur du trésor public, complice d'un pillage de la taille d'un État.

Extrait de la publication

Et il n'est pas seul. Il appartient à un nouvel ordre mondial de pirates qui, poussés par la chaude brise de la dérégulation soufflée dans les années 1980-2000, peuvent naviguer où ils veulent, à grande vitesse, pour commettre leurs crimes sans être capturés. Ils sont banquiers, patrons, politiques, avocats, héritiers, et les paradis fiscaux, archipels d'immunité et d'impunité, sont le havre de paix de leur argent, qu'il soit propre, sale ou sur le point d'être blanchi.

Bien qu'ils sillonnent le monde avec leur fortune sur des vaisseaux fantômes, on connaît l'existence de ces crapules : on a mesuré leur pouvoir occulte et leurs malversations quand la crise a éclaté, dévoilant des milliers de pyramides de Ponzi[1].

Soudain, la soumission néfaste de l'économie à la finance, la facilité avec laquelle la seconde avait inventé ses propres règles – se constituant comme un système indépendant, déconnecté des référents matériels dont elle était pourtant à l'origine la transcription de la valeur –, sont apparues. On a dû admettre que des parties de poker avaient été jouées par les acteurs du monde financier avec des mises qui ne leur appartenaient pas.

Ces parties, gagnées par eux, le sont contre les moins mobiles, les moins informés, les moins riches. En fait, tous les autres, ceux qui n'ont pas

1. Le système de Ponzi, ou pyramide de Ponzi, est un montage financier permettant de flouer les investisseurs, lesquels sont rémunérés essentiellement par les fonds des nouveaux clients.

le pouvoir : les pays en voie de développement dont les aides sont détournées, les minorités – les « lower class », condamnées pour toujours à la pauvreté par le conte des subprimes, ces escroqueries en cascade, cet affreux deal de rêves artificiels – et les populations en général – les Grecs trahis par une oligarchie sans scrupules, les Espagnols ruinés par l'hyperactivité de leurs BTP…

En déconnexion totale avec l'économie réelle, les malfaiteurs des banques telles que Goldman Sachs ont choisi de produire de l'argent avec de l'argent. Non seulement ils n'ont pas produit de richesse, mais ils ont également desséché l'économie des pays et asséché leurs caisses.

Le pire étant qu'après le choc de 2007-2008, les requins de Wall Street n'ont rien perdu de leur pouvoir, au contraire : en 2009, aux États-Unis, la totalité des actifs des six principales banques représentaient 60 % du produit national brut. Et ne reculent devant rien : ils ont imposé aux États de sauver les banques en les recapitalisant sans réelles contreparties.

Leur logique : capitaliser les profits dans leur seul intérêt et mutualiser les pertes en faisant payer leur gabegie par la solidarité nationale. Leur cynisme est absolu.

À se demander si le chemin retour de l'ultra-libéralisme existe. Car les contrôles, qui subsistent et devraient être renforcés, sont toujours susceptibles d'être contournés par ceux qui en ont les moyens.

Comment se battre contre des flottes entières de voleurs puissants, furtifs, dont les manœuvres s'affinent à mesure qu'on rassemble difficilement

Extrait de la publication

les moyens pour les contrer. Le combat, d'emblée, est inégal : en face de ces criminels en col blanc qui filent au vent, les forces sont disséminées. Et à pied.

Il y a quinze ans déjà, des premiers bataillons de fantassins se mettaient en mouvement. Ils s'appelaient « alter-mondialistes » et tentaient d'éveiller les consciences, endormies par les sirènes du capitalisme, sur les dangers de la mondialisation financière. Jeune parlementaire de gauche, j'avais vivement réagi avec eux, pressentant que la trop grande liberté des flux financiers créait de redoutables lames de fond et préparait ses vagues scélérates. À l'époque, elle endommageait déjà gravement le développement des pays du Sud, motif de la proposition par Attac d'une taxe de 0,05 % sur les transactions financières internationales, la taxe Tobin.

C'est dans ce mouvement d'indignation devant les inégalités mondiales et l'insurmontable dette des pays du Sud que se sont développées des organisations non gouvernementales se donnant pour mission d'observer et de combattre les détournements d'argent et de plaider pour l'aide au développement. Notamment Survie ou le CCFD-Terre solidaire, dont j'ai rencontré au début de l'année 2013 – une fois dans mon rôle de rapporteur de la loi contre la fraude et l'évasion fiscales – la chargée de plaidoyer financement du développement et de lutte contre les paradis fiscaux, Mathilde Dupré, ainsi que Jean

Extrait de la publication

Merckaert, le rédacteur en chef de la revue *Projet*, qui occupait son poste précédemment.

Ils m'ont raconté comment quatre-vingts organisations non gouvernementales se sont unies pour exiger en 2005 plus de transparence sur les flux financiers, soulevant pour la première fois en France le problème de l'évasion fiscale. Devant l'inertie des politiques, une plateforme de quatre structures, Attac, Survie, Secours catholique et CCFD-Terre solidaire, s'est ensuite attachée à mettre en lumière ce qui permet cette évasion, pire la stimule, les paradis fiscaux[1].

Dans ces années 2000, portant la parole d'Attac à l'Assemblée nationale et m'érigeant contre la volonté de toute-puissance des multinationales désireuses de dispenser leurs filiales d'appliquer les lois françaises du travail, d'autres voix se font entendre du côté du paradis fiscal le plus puissant du monde et le plus proche, la Suisse. Ils font résonner l'action du juge français Renaud Van Ruymbeke qui a lancé l'appel de Genève, engagement de sept juges contre la corruption. Bernard Bertossa, magistrat helvétique, n'hésite pas à dénoncer les effets pervers du privilège suisse, le célèbre secret bancaire. Il amorce un dialogue

1. Le travail du CCFD-Terre solidaire conduit entre autres en 2010 à la publication d'un rapport édifiant intitulé « L'économie déboussolée : multinationales, paradis fiscaux et captation des richesses » (http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/ed_110110_bd.pdf) et qui éclaire les distorsions entre l'économie réelle et les indicateurs qui guident le G20 et les institutions financières internationales.

fructueux avec le sociologue érudit Jean Ziegler qui, avec ses ouvrages *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*[1] et *La Suisse, l'Or et les Morts*[2], a contribué à démystifier le précieux petit pays neutre. Le juge et le penseur représentent d'une certaine manière l'antenne suisse d'une guerre que l'actualité a intensifiée après que la crise l'eut réveillée. Il était primordial que je leur rende visite lors d'un voyage en Suisse nécessaire à mon travail d'élaboration d'une loi la plus efficace possible contre la fraude et l'évasion fiscales.

En 2010, le scandale des activités masquées, pêche aux riches clients et vente de services offshore (ouverture et gestion de comptes non déclarés) de l'UBS (Union des banques suisses), l'établissement bancaire le plus important de la Confédération helvétique sur le territoire américain, a obligé les États-Unis à rentrer dans le conflit et à soumettre le secret bancaire à de rudes pressions.

En France, c'est un journaliste qui révèle en 2012 que ladite banque se livre aux mêmes pratiques sur le territoire français et ce, de façon d'autant plus massive que l'amende réglée aux États-Unis à l'issue du procès l'a mise en difficulté, affolant la course aux bénéfices. Antoine Peillon, grand reporter à *La Croix*, démontre dans un livre explosif, *Ces 600 milliards qui manquent à la*

1. Éditions du Seuil, coll. « Combats », 1976.
2. Éditions du Seuil, 1997.

France[1], ce que coûte à la nation la fraude fiscale – c'est-à-dire le fait de dissimuler ses avoirs aux yeux du fisc.

L'évasion fiscale représente une somme incroyable, impalpable, sans échelle… L'évasion fiscale, ce sont 40 à 80 milliards par an qui disparaissent des caisses de l'État, alors que les finances sont exsangues et que les services publics ont été massacrés par dix ans d'une politique ultralibérale. Autant de milliards qui manquent à nos hôpitaux, nos écoles, nos forces de l'ordre, nos infrastructures… Autant de milliards qui manquent au patrimoine de ceux qui n'en ont pas, la majorité des Français…

L'évidence est là. Il est plus que temps de s'attaquer à cette délinquance financière « en col blanc » qui, dans un pays où le travail « au black » est un sport national, a toujours bénéficié d'une tolérance culturelle.

600 milliards… Fin 2012, ce chiffre me heurte autant que l'annonce de l'exil fiscal de Gérard Depardieu quelques jours plus tôt. Je perçois à quel point Michel Audiard se trompe dans *Les Tontons flingueurs* quand il fait dire à l'un de ses personnages : « Les impôts, c'est comme la connerie, on finit toujours par les payer. »

Après dix ans hors de l'Assemblée, je suis de nouveau député et je me bats pour mettre en œuvre une politique de redressement et de justice dans notre pays car il faut faire face à la situation désastreuse

1. Éditions du Seuil, 2012.

Extrait de la publication

de nos finances. Alors, quand j'entends que les plus nantis cherchent, en toute légalité, à quitter la France avec leur magot, privant leur pays de leur contribution et crachant en même temps sur ce qui fonde les lois de la République, je décide de monter au créneau. Je propose de déchoir l'acteur de la nationalité française.

Je me vois alors confier un groupe de travail sur l'exil fiscal qui, sous l'impact d'un nouveau choc, le plus violent, change de sujet, prend de l'ampleur, en s'attachant plus généralement à la fraude et l'évasion fiscales. La bombe, c'est l'affaire Cahuzac.

C'est ainsi que mon enquête commence.

Elle m'amènera à rencontrer tous ceux qui, dans le cadre de leurs fonctions ou de leurs idéaux, participent à la lutte contre l'argent opaque ou peuvent l'éclairer. Ils sont journalistes comme Antoine Peillon, avocats comme Claude Dumont-Beghi ou William Bourdon, policiers, douaniers, magistrats, spécialistes, membres d'ONG, syndicalistes, repentis ou lanceurs d'alerte comme Hervé Falciani, Pierre Condamin-Gerbier ou Nicolas Forissier.

Ils ont témoigné, décrypté devant moi les rouages de la fraude et de l'évasion fiscales, ils m'ont accordé leur temps, leur confiance, leurs espoirs. Ils ont rédigé des notes pour alimenter le projet de loi ou des amendements. C'est le cas de Charles Prats, magistrat brillant, ancien des Douanes et des Finances, qui a contribué d'une manière déterminante à l'élaboration d'une proposition de loi qui gêne,

Extrait de la publication

mieux, empêche structurellement la fraude et l'évasion fiscales.

Toucher à un système dont chacun sait qu'il abrite de telles puissances de l'argent ne va pas sans peine. Y compris quand le président de la République lui-même ouvre son quinquennat avec une ligne de moralisation de la vie politique et que le Premier ministre déclare la chasse ouverte aux braqueurs de l'État.

Il a fallu batailler sans répit. J'ai parfois été confronté à des blocages auxquels je ne m'attendais pas, mais nombre de parlementaires se sont aussi engagés dans ce combat. Ce qui m'a le plus porté au cours de ces mois sur le terrain, c'est le sentiment d'agir justement, en élu, au service des Français, et de me battre aux côtés d'hommes et de femmes courageux et libres dans une guerre saine, parce que républicaine. Au-delà de leurs opinions politiques, ils ont comme moi à cœur de rendre aux Français le pain qu'on leur ôte de la bouche depuis trop longtemps et dont ils ont aujourd'hui âprement besoin.

Ils ont la volonté de sauver notre modèle républicain et ne supportent plus qu'une petite minorité qui se croit au-dessus des lois, donc intouchable, refuse de participer à l'effort national au nom de son égoïsme et son avidité sans limites.

Voici l'histoire d'une guerre, avec ses batailles secrètes, ses particularités, ses grandes défaites et ses petites victoires. Devant la difficulté du sujet et son austérité même pour des lecteurs chevronnés,

Extrait de la publication

j'ai préféré la narration à l'exposition, la mise en scène à l'explication. Il fallait que chacun sache, c'est pourquoi j'ai joint la parole à l'acte et tenté de rendre celle-là la plus limpide possible. D'une transparence qui reflète violemment l'opacité.

Extrait de la publication

Petit lexique de l'évasion fiscale

Fraude fiscale : Détournement du système fiscal et/ou dissimulation de ses avoirs et/ou de ses revenus pour ne pas s'acquitter de ses impôts et/ou se faire verser de l'argent par l'État.

Évasion fiscale : Dissimulation de ses avoirs et/ou revenus à l'étranger afin de ne pas s'acquitter de ses impôts.

Exil fiscal ou **expatriation fiscale** : Changement de résidence fiscale d'une entreprise ou d'une personne privée qui s'expatrie et s'installe dans un pays où les conditions fiscales sont plus avantageuses.

Hot money : Capitaux qui se déplacent dans la finance mondiale dont les propriétaires qui cherchent à les masquer sont aussi bien des dictateurs que des fraudeurs fiscaux ou des criminels…

Lanceur d'alerte (« whistleblower ») : Personne ou groupe de personnes, ceux « qui sifflent » l'information, portent à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias, parfois contre l'avis de leur hiérarchie, des éléments qu'ils

Extrait de la publication

Composition et mise en page

NORD COMPO
multimédia

N° édition : L.01ELKN000490.N001
Dépôt légal : octobre 2013

Extrait de la publication